

NI ICE NI FRONTEX



À BAS LES FRONTIÈRES

ZOOM

À la Une. Un budget de sursis pour un régime en crise

Page 2

INTERNATIONAL

USA. Manifestations nationales contre l'ICE et Trump

Page 4

ARGUMENTS

Printemps 2006, victoire contre la précarité!

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Lilia, interne en médecine et membre du collectif Soigner ou Saigner

Page 8

Édito

Le plus dur, c'est pas la chute...

Par ALEX BACHMAN

A lors que le RN n'a jamais été aussi proche du pouvoir en France, on a donc vu cette semaine Marine Tondelier et l'immonde islamophobe Wauquiez tout sourire sur un selfie à un dîner; une polémique sur la présence de la même Tondelier au «Dîner des bâtisseurs» organisé par les milieux proches de l'extrême droite catholique; et le lancement en fanfare, comme si de rien n'était, de la primaire de la «Gauche unitaire» avec Ruffin, Autain, Tondelier et peut-être même le PS d'Olivier Faure, mais sans Glucksmann, qui se rêve en candidat naturel de la gauche sociale-libérale. Rendez-vous le 11 octobre pour celles et ceux qui ont encore des illusions sur cette gauche-là, républicaine, laïque et parfois légèrement raciste et islamophobe. Du côté de la gauche antilibérale, les listes estampillées LFI pour les municipales «jouent la gagne», feignant de croire qu'elles pourraient «renverser la table» et conquérir une série de grandes villes, tandis que Jean-Luc Mélenchon pose les jalons d'une quatrième candidature à la présidentielle, sur le programme du défunt Nouveau Front populaire. Pendant ce temps, le RN creuse son sillon. Marine Le Pen, empêtrée dans le procès des assistantEs parlementaires du RN, avec des détournements de 4,4 millions d'euros, risque d'être inéligible pour la présidentielle. C'est donc vraisemblablement Bardella qui portera les couleurs du fascisme à la française. En attendant, le RN présente près de 650 listes aux prochaines municipales, un record. Et le fascisme d'atmosphère progresse de jour en jour. Dans les médias, y compris ceux du service public, c'est racisme et islamophobie à toute heure. Les agressions racistes se multiplient: tentatives d'incendie et intimidations contre des mosquées, violences policières... Le meurtre d'El Hacem Diarra à Paris et son traitement médiatique sont révélateurs de ce qui pourrait arriver de façon massive, ici et demain, en miroir des actions de l'ICE aux États-Unis. À nous, toutes et tous ensemble, de faire mentir l'histoire!

Bien dit

Personne n'est illégal sur une terre volée

Aux Grammy Awards, BILLIE ELISH s'est exprimée contre la politique de Donald Trump envers les immigrés. L'autrice-compositrice-interprète a ajouté un bref mais explicite «Fuck ICE».

Un budget de sursis pour un régime en crise

Le budget a donc été définitivement adopté lundi 2 février à l'issue d'une séquence qui aura montré l'ampleur de la crise de régime et l'illégitimité du gouvernement.

Trois gouvernements, un Premier ministre qui se saborde avant des mobilisations, une loi spéciale et un budget encore unanimement rejeté en commission des finances trois jours avant son adoption via le 49.3... Le pouvoir obtient un sursis. Mais pour combien de temps?

Un budget de guerre sociale et de guerre tout court

Lecornu l'écrivait aux patrons il y a quinze jours pour les rassurer: «Vous demandiez de la stabilité (...). Ce message a été entendu.» Et «l'ensemble des règles fiscales applicables aux entreprises est stabilisé». Traduction: ce budget permet de stabiliser la situation politique sans toucher aux plus de 200 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises. Dans ses grandes lignes, le budget 2025 est reconduit, avec le saupoudrage de quelques millions, que le PS pourra revendiquer (dégel du barème de l'impôt sur le revenu, abattement des retraités maintenu...). Des miettes par rapport au seul poste de dépenses qui augmente: l'armée, avec une hausse de plus de 13% (de 54 à plus de 60 milliards d'euros). Le budget 2026 s'offre même la suppression de l'Institut national de la consommation (INC) et de son magazine, 60 millions de consommateurs. En 2025, l'INC, c'est notamment des alertes sur les produits ultratransformés dans l'alimentation pour les enfants, sur la présence de plastifiants dans des huiles d'olive, de pesticides et de fragments plastiques dans les épices, de métaux lourds dans des e-cigarettes, sur les manquements des assureurs

et sur les poupées sexuelles d'apparence enfantine vendues sur la plateforme Shein...

«Il faut passer à autre chose»

C'est le vœu formulé par Lecornu. La suite va arriver en fait très vite car les prochaines attaques sont déjà sur la table. À commencer par le budget 2027, dont les premières réunions préparatoires auront lieu dès la fin des municipales. Ce budget devra doubler les réductions de dépenses pour tenir l'engagement de réduction du déficit à 4,1% du PIB en 2027 (contre 5% en 2026). Ces discussions vont s'ouvrir alors qu'il n'y a toujours pas de majorité. Du coup, une simplification du débat parlementaire est envisagée, «pour fluidifier les débats à venir», selon Yaël Braun-Pivet.

LE CORNU ENGAGE UN DELUXIÈME 49.3



Les patrons sont déjà passés à autre chose. À la nouvelle mouture d'un sous-contrat pour les jeunes notamment: un CDI qui pourrait être rompu sans raison les premières années et payé moins que le SMIC... Vingt ans après, c'est le retour du Contrat première embauche (CPE). Mais le CPE, en 2006, c'est aussi la dernière grande victoire d'un

À lire sur le site



Le budget 2026 fait l'impasse sur les enjeux environnementaux,
par la Commission nationale écologie



Espagne: régularisation de 500 000 travailleurEs sans-papiers!, par Louison Le Guen

À la Une

mouvement social d'ampleur... Plus que jamais, l'enjeu est de remettre ça. (Lire à ce sujet notre dossier page 5.)

Comment repartir?

La séquence qui se ferme avec l'adoption du budget ne clôt pas la crise politique. Et le risque que le RN accède au pouvoir est plus que jamais là. Les choix d'alliance du PS avec le gouvernement nous rapprochent de l'abîme. Nous avons besoin de maintenir la perspective de l'unité politique autour d'un programme de rupture et de reprendre le chemin de la rue et des luttes. Dans les projections de François Bayrou, la baisse la plus importante des dépenses devait être réalisée en 2026 pour pouvoir lâcher du lest l'année de la présidentielle. Même si nous n'avons pas fait plier le gouvernement, ce sont bien nos mobilisations de l'automne et nos résistances de ces dernières années qui ont poussé le gouvernement à diviser par deux la réduction du déficit initialement prévue. Il n'y aura pas de sortie de crise sans son approfondissement par nos mobilisations. Les municipales peuvent être l'occasion de construire des fronts antifascistes, de popularisation et de soutien aux luttes à l'échelle locale. Dès la journée de grève féministe du 8 mars, nous pouvons faire converger les différents fronts de notre solidarité internationale (Iran, Ukraine, Palestine, Venezuela, etc.) et antimilitariste. On ne passera pas à autre chose tant qu'on n'aura pas mis un coup d'arrêt aux projets de ce gouvernement!

William Donaura

Acturama



Depuis le prétendu cessez-le-feu d'octobre 2023, plus de 500 PalestinienNES ont été tués par l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Le bilan dépasse désormais 71 000 mortEs depuis octobre 2023, chiffre que même les autorités israéliennes ne contestent plus, alors que le total réel — morts de faim, de soif ou de maladies — est largement supérieur. En Cisjordanie occupée, la répression se poursuit: opérations militaires, violences de colons, expulsions, démolitions et extension continue de la colonisation. Face à cette situation, la solidarité ne faiblit pas: le samedi 3 janvier, des milliers de personnes ont manifesté à Lyon à l'appel du Collectif 69, venues de la Loire, de l'Isère, de la Haute-Loire, de l'Ardèche, de la Haute-Savoie et du Rhône. DR

Un premier naufrage a causé au moins cinquante mortEs. Un seul survivant a été secouru après avoir dérivé vingt-quatre heures accroché à des débris. Le bateau était parti de Tunisie le 20 janvier. Deux jumelles guinéennes d'un an sont présumées mortes près de Lampedusa après que leur embarcation surchargée a été frappée par la tempête. Huit embarcations parties de Sfax sont toujours recherchées, et les garde-côtes italiens estiment que jusqu'à 380 personnes ont pu périr. Ces chiffres ne disent qu'une partie de la réalité : de nombreux naufrages ne sont jamais recensés, et des milliers de disparitions restent invisibilisées.

Frontex, l'ICE de l'UE

En 2025, 66 296 personnes sont arrivées par mer en Italie, un chiffre en baisse depuis 2023 après le renforcement des accords avec la Libye et la Tunisie. Ces politiques d'externalisation des frontières ne réduisent pas la migration, elles en déplacent les routes et accroissent leur dangerosité. L'agence Frontex joue un rôle central dans ce dispositif : surveillance, coopération avec des garde-côtes impliqués dans des violations massives des droits humains, refoulements illégaux. À cela s'ajoute la criminalisation des ONG de sauvetage, avec amendes, saisies de navires et

ANTIRACISME 380 morts en une semaine en Méditerranée

Jusqu'à 380 personnes noyées en Méditerranée centrale la semaine dernière en tentant de rejoindre l'Europe pendant le passage du cyclone Harry. Ce nouveau naufrage massif est le produit d'un régime frontalier qui organise la mise à mort des migrantEs, dans une très raciste indifférence.



obligations de débarquement dans des ports lointains. Moins de secours, plus de morts. Depuis 2014, au moins 25 000 personnes sont mortes ou ont disparu en Méditerranée

centrale. Ces morts sont le produit d'un racisme d'État qui hiérarchise les vies. Il est nécessaire de dénoncer l'ICE aux États-Unis, mais il serait hypocrite de limiter la critique

à l'autre côté de l'Atlantique. Les polices des frontières européennes, Frontex, les accords avec des régimes autoritaires et les politiques de dissuasion meurtrière constituent un système cohérent de violence institutionnelle. L'Europe est un autre pôle de la même politique de mort.

Pour la liberté de circulation

Le cyclone Harry révèle la convergence entre crise climatique, impérialisme et fermeture racialisée des frontières. Faute de voies légales, des milliers de personnes continuent de risquer leur vie, même sous une tempête, pour fuir la guerre, la misère et la destruction sociale produites par le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme. Mettre fin à cette hécatombe suppose de rompre avec l'externalisation des frontières, de démanteler Frontex, de cesser la criminalisation de la solidarité et d'imposer la liberté de circulation et d'installation. Tant que la frontière sera un outil de gestion raciale de la force de travail, la Méditerranée restera un charnier.

Les 6 et 7 février seront organisées dans de nombreuses villes de France une Commemor'ation annuelle en hommage aux mortEs et disparuEs en mer et aux personnes décédées aux frontières terrestres, pour dire « Ni oubli, ni pardon ! Liberté de circulation et d'installation ! » Il faudra y être en nombre pour refuser ces politiques de la mort.

Olivier Lek Lafferrière

No comment

Si on veut se débarrasser des OQTF, il faut organiser, comme fait Trump avec ICE, des sortes de grandes rafles un peu partout

« C'est compliqué de se débarrasser de tous les asociaux qui sont OQTF. » Arno Klarsfeld, en roue libre sur la chaîne CNews, a également déclaré : « en organisant des grandes rafles, c'est-à-dire en essayant d'attraper le plus d'étrangers en situation irrégulière, on commet aussi des injustices », en référence au meurtre par l'ICE de Renee Nicole Good.

Agenda

Vendredi 6 février, soirée « Cinq heures pour la Palestine » avec Salah Hamouri, Limoges (87). À 18h, salle E.-Detaillé à La Bastide à Limoges.

Samedi 7 février, manifestation antifasciste « Fermons la Taverne de Thor », Saulx-lès-Champlon (55). À 13h, au départ de Saulx-lès-Champlon (Meuse).

Samedi 7 février, rassemblement « Les peuples en lutte contre la guerre, le racisme et l'oppression, pour la paix », Paris (75). À 14h, place de la Nation.

Samedi 7 février, réunion publique « Pour un féminisme révolutionnaire », Orléans (45). Avec Irène, autrice de *La terreur féministe*, à 16h30, à la Chouquette masquée, 106 rue de Bourgogne à Orléans.

Lundi 16 février, Centre d'études marxistes : « De quoi le communalisme est-il le nom ? », Montreuil (93). À 19h, à Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir.

Samedi 21 février, rencontre « Guerres impérialistes, fascismes... Quelles autodéfenses populaires ? », Paris 11^e. À 14h, au Maltais Rouge, 40, rue de Malte. Une rencontre organisée par la revue *Adresses* et le Réseau Bastille.

500 000 régularisations par l'État espagnol

Le gouvernement espagnol a adopté un décret royal de régularisation extraordinaire de près de 500 000 sans-papiers, avec permis de séjour et de travail. Il s'agit de la première régularisation menée sous Pedro Sánchez, dans un pays qui en a déjà connu sept, la dernière en 2005 sous José Luis Rodríguez Zapatero, alors la plus massive avec 576 506 bénéficiaires. La mesure concerne les personnes résidant dans le pays de manière continue depuis au moins cinq mois avant le 31 décembre 2025 ou ayant demandé une protection internationale avant cette date. Dans un communiqué, nos camarades d'Anticapitalistas saluent l'annonce de cette régularisation comme une avancée face à l'offensive raciste, tout en soulignant qu'elle reste insuffisante sans droits politiques pleins, abolition de la loi sur les étrangerEs, fermeture des centres de rétention administrative et organisation autonome de notre classe contre le racisme, l'exploitation et l'autoritarisme.

À NOS LECTEUR·E·S De nouveaux tarifs pour notre presse

Nous sommes contraintEs d'ajuster nos tarifs et de modifier certaines modalités d'abonnement. Nous tenions à en expliquer les raisons à nos lecteurEs.

La semaine dernière, nous vous avons informéEs de l'augmentation de nos tarifs à partir du 1^{er} février. Un petit encart a été publié dans le numéro 785 et un mail a été envoyé aux abonnéEs pour lesquels nous disposions d'une adresse mail valide. Nous nous excusons si cette information n'a pas suffisamment circulé. Nous voulons profiter de ce numéro pour expliquer plus en détail cette augmentation. Nous avons reporté cette décision aussi longtemps que possible, mais nous sommes aujourd'hui contraintEs de la prendre.

Quelques explications sur les tarifs

Comme l'ensemble de la presse, et comme de nombreux et nombreuses travailleurEs — probablement comme vous —, nous sommes en difficulté financière. Un seul chiffre est à retenir : 1,67 €, c'est le coût moyen d'impression et d'acheminement de chaque numéro, sans même compter les salaires de nos salariéEs — pourtant en nombre très réduit — ni les charges de nos locaux. Dans ces conditions, chaque abonnéE supplémentaire faisait paradoxalement augmenter notre déficit.

Pour remédier à ce problème, nous avons décidé d'augmenter de 50 centimes le prix de l'hebdomadaire et celui de la revue mensuelle, ce qui représente une hausse de 2,50 € par mois pour les abonnéEs aux deux titres. L'hebdomadaire passe donc à 2 € l'unité, et la revue à 5 €. Nous avons décidé de limiter l'augmentation pour les tarifs réduits. Nous voulons que les précaires, chômeurEs et les personnes à faibles revenus puissent continuer à suivre notre presse s'ils et elles le souhaitent. Ce qui compte pour nous n'est pas de gagner de l'argent, mais de pouvoir exprimer nos idées, transmettre nos analyses et faire en sorte que notre journal reste un outil de politisation, dans la mesure où cela demeure financièrement soutenable. Vous aurez sans doute de nos nouvelles dans les prochains mois, car nous réfléchissons à des améliorations de notre système de presse et de sa diffusion. Mais nous devons malheureusement commencer par cette augmentation.

Changement dans les modalités d'abonnement

Enfin, nous avons dû modifier les modalités des abonnements. Désormais, les abonnements seront calculés par nombre de numéros et non plus par mois. Cela entraîne une légère augmentation du montant des prélèvements, mais aussi un nombre de

prélèvements réduit sur l'année. Pour l'hebdomadaire, nous publions 47 numéros par an. Les abonnements porteront donc sur 47 numéros (1 an) ou 24 numéros (environ 6 mois), avec des prélèvements effectués tous les 12 numéros, au lieu de tous les 3 mois actuellement.

Nous avons également renouvelé notre équipe de diffusion. Vous pouvez la contacter pour toute question concernant la gestion des abonnements, les livraisons ou tout autre sujet, à l'adresse : diffusion@lanticapitaliste.org

Les nouveaux tarifs

Pour l'hebdomadaire		
	Plein Tarif	Tarif réduit
47 numéros	94 €	58 €
24 numéros	48 €	30 €
12 numéros (prélèvements)	24 €	15 €
Pour la revue		
	Plein Tarif	Tarif réduit
11 numéros	55 €	42 €
6 numéros	30 €	23 €
3 numéros (prélèvements)	15 €	11,50 €

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org
Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 1225-C-93922
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage : 1800 exemplaires
Directrice de publication : Penelope Duggan
Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière
Maquette : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

NÉOCOLONIALISME USA/Afrique: privatisation de l'aide à la santé

Les récents accords conclus entre les États-Unis et une quinzaine de pays africains redessinent en profondeur la coopération sanitaire sur le continent, alors même que Washington vient de quitter l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ces nouveaux partenariats s'inscrivent dans la stratégie dite *America First Global Health*, qui conditionne l'aide aux priorités étatsuniennes. Washington a ainsi signé, en décembre, avec une quinzaine de pays, des mémorandums fixant des objectifs précis de surveillance épidémique, de renforcement des laboratoires et d'amélioration des systèmes d'information sanitaire. En apparence, l'Afrique y gagne : visibilité politique accrue, flux financiers, promesse de modernisation de systèmes de santé souvent fragiles.



DOMAINE PUBLIC

Au service des trusts étatsuniens

Mais cette montée en puissance du bilatéral intervient au moment où les États-Unis tournent le dos à l'OMS, dont ils étaient le principal contributeur. Ce retrait risque de fragiliser les mécanismes collectifs de réponse aux crises sanitaires, qui bénéficient largement aux pays africains. Il prive l'Organisation d'une part décisive de son budget et accentue la concurrence entre cadres multilatéraux et privés, alors que la lutte contre les pandémies exige coordination et partage de données à l'échelle mondiale. Or, les nouveaux textes conclus avec les capitales africaines prévoient un accès privilégié de Washington aux informations sanitaires et aux échantillons d'agents pathogènes, au seul bénéfice des trusts pharmaceutiques américains. Comme souvent, l'argent public est dépensé pour l'aide, mais le « retour sur investissement » profite aux entreprises privées. Quant aux gouvernements africains, ils sont pris dans un chantage où le financement de leurs politiques sanitaires implique un abandon de leur souveraineté.

Des dérives inquiétantes

Déjà, des dérives sont constatées. En Zambie, l'accès aux fonds d'aide a été conditionné à un accord permettant aux entreprises des États-Unis d'exploiter les richesses en terres rares du pays. Aux États-Unis, la stratégie de Robert F. Kennedy Jr., secrétaire à la Santé, vise à disqualifier la politique vaccinale et à susciter le doute. Cela lui permet de justifier la remise en cause des recommandations américaines et la réduction des financements à la Global Alliance for Vaccines and Immunization (Gavi). Début janvier, il a retiré la recommandation de vaccination universelle des nouveau-nés contre l'hépatite B, invoquant le principe de précaution malgré son efficacité et sa sécurité largement démontrées. Parallèlement, il a financé une étude en Guinée-Bissau pour examiner les soi-disant conséquences sur le neurodéveloppement. Cette étude heurte l'éthique : elle prive délibérément une partie des nourrissons d'un vaccin immédiat, alors que la prévalence de l'hépatite B dans ce pays ouest-africain est très élevée et que le vaccin constitue une intervention de référence, sûre et vitale pour prévenir cirrhoses et cancers du foie. Devant le tollé, cette étude devrait être abandonnée.

Paul Martial

ASIE Purges en Chine

Xi Jinping achève la destruction de la Commission militaire centrale du Parti communiste chinois (PCC).

La destitution du général Zhang Youxia a été officiellement annoncée le 24 janvier dernier. Un pas de plus dans les purges qui se sont succédé au sein de l'état-major de l'armée chinoise. Zhang était pourtant considéré comme « intouchable », vu sa proximité supposée avec Xi Jinping — quant à la Commission militaire centrale (CMC), elle est maintenant une coque creuse, ayant perdu cinq de ses sept membres. Xi continue à faire le vide autour de lui, à l'encontre de toute forme de collégialité. Le seul membre restant de la CMC, que Xi Jinping préside, est Zhang Shengming, c'est-à-dire le secrétaire de la Commission d'inspection disciplinaire de l'armée et le secrétaire adjoint de la Commission centrale d'inspection disciplinaire du parti, chargé de la mise en œuvre des basses œuvres.

Une preuve de force ou de faiblesse ?

Zhang Youxia était le plus haut responsable militaire en activité. Xi Jinping et lui sont réputés avoir été longtemps très proches, en tant que « *princes rouges de deuxième génération* », terme désignant les descendants des dirigeants du PCC de l'époque révolutionnaire. Leur lignée familiale diffère néanmoins. Le père de Xi fut un haut dignitaire de la République populaire avant d'être



Xi Jinping. DOMAINE PUBLIC

purgé par Mao Zedong en 1962, puis réhabilité par Deng Xiaoping. Une lignée civile, donc, pour un homme d'appareil. En revanche, Zhang Zhongxun, le père de Zhang Youxia, était l'un des généraux de l'Armée populaire au temps de la révolution. Une ascendance prestigieuse, s'il en fut, et c'est peut-être le problème, alors que l'état-major militaire a été saigné par des purges successives et que Xi impose sa direction unique (et à vie) dans le parti et le gouvernement (qu'il marginalise). Les pékinologues se demandent si ces purges sont une preuve de force ou de faiblesse de Xi. Pourquoi pas les deux : il a le pouvoir de les mener, mais pas de stabiliser sa mainmise ou de calmer sa paranoïa. Son ambition se heurte à une réalité : la Chine est bien trop

immense (1,4 milliard d'habitantEs), le parti bien trop vaste (plus de cent millions de membres déclaréEs) et l'armée bien trop étrangère à son propre milieu social (plus de deux millions de soldats en activité) pour imposer au pays la dictature d'un homme unique, en lieu et place de la dictature d'un parti unique.

Des signes d'une crise de régime

Les signes d'une crise de régime sont nombreux. La « génération Z » chinoise refuse d'obéir à ses injonctions (travailler sans relâche, procréer sans tarder...). Des luttes sociales reprennent vigueur. Les parents ne croient plus que leurs enfants vivront mieux qu'eux. Le sentiment d'insécurité sociale grandit dans un pays où la santé et la vieillesse coûtent cher...

Grande puissance capitaliste, la Chine est à la fois très particulière, du fait de son histoire ancienne comme récente, et très « normale ». Confrontée à des crises de surproduction en cascade, elle dépend de ses marchés extérieurs. Elle engrange actuellement d'importantes avancées diplomatiques grâce aux coups de boutoir infligés par Washington à l'Alliance atlantique, dont témoignent les visites de dirigeantEs françaisEs, allemandEs, britanniqueEs...

L'invasion de Taïwan les remettrait en cause. De plus, elle ne serait pas une entreprise facile. La chaîne de commandement de l'armée est désorganisée. Elle est rongée par la corruption et n'a aucune expérience militaire significative. Elle n'est probablement pas à l'ordre du jour (avec des personnalités comme Trump et Xi, le « probablement » reste de rigueur).

Pierre Rousset

USA Manifestations nationales contre l'ICE et Trump

Les raids de l'ICE se poursuivent, des journalistes sont arrêtéEs et des registres électoraux saisis, alors que l'opinion publique se retourne contre Trump. Tout cela pourrait peser sur les élections de mi-mandat de novembre.

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, dans des centaines de villes, contre les politiques d'immigration ce week-end après le meurtre de deux citoyenNEs américainEs par des agents de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE). D'énormes manifestations ont eu lieu à Minneapolis et dans le froid glacial de New York. Des lycéenNEs et des étudiantEs ont organisé des grèves en Californie et en Floride.

Une répression choquante

Le pays a été choqué par l'arrestation sans précédent de deux journalistes : Don Lemon, anciennement de CNN, et Georgia Fort. À St. Paul, ville jumelle de Minneapolis, le 18 janvier, après avoir suivi des militantEs qui ont perturbé dans son église un pasteur qui est également agent de l'ICE, les deux journalistes ont été arrêtéEs, accuséEs d'avoir organisé la manifestation et d'avoir violé la liberté de culte. Sans surprise, compte tenu du racisme de Trump, les deux journalistes sont noirEs. Dans un développement tout aussi surprenant, des agents du FBI ont fouillé un centre électoral du comté de Fulton, en Géorgie, à la recherche de bulletins de vote de l'élection de 2020. Le gouvernement prétend enquêter sur une fraude électorale, mais il



Manifestation du 25 janvier 2026 à Minneapolis-St Paul. PHOTO DSA TWIN CITIES SUR X

s'agit clairement de recueillir des informations sur les électeurEs et d'intimider les votantEs. La procureure générale Pam Bondi a poursuivi le Minnesota et 23 autres États pour obtenir leurs registres électoraux, affirmant que le chaos à Minneapolis pourrait prendre fin si l'État remettait ces registres.

Un autre évènement a consterné le pays : l'arrestation à Minneapolis et le transfert vers le centre de détention de Dilly, au Texas, de Liam Ramos, âgé de cinq ans, que l'on voit dans des vidéos avec son sac à dos Spiderman et son bonnet à oreilles de lapin. Le DHS a affirmé que l'enfant avait été abandonné, alors qu'il vivait avec sa mère et son père,

ce dernier ayant également été arrêté. Les détenuEs ont protesté dans la cour de la prison en criant « Laissez-nous sortir ». Des sympathisantEs venuEs manifester devant la prison ont été disperséEs à coups de gaz lacrymogène et de matraques. Un juge a ordonné la libération du garçon et de son père.

Le mouvement national contre l'ICE prend de l'ampleur

Le gouverneur du Minnesota, Tim Walz, et le maire de Minneapolis, Jacob Frey, ont exigé que l'ICE mette fin à son « invasion ». Mais Trump et le « tsar des frontières », Tom Homan, ont refusé de retirer les 3 000 agents présentEs à

Minneapolis. La ville a intenté un procès contre l'ICE pour obtenir une injonction, mais un juge fédéral a refusé.

Le pays a atteint un tournant. Les vidéos du meurtre, le 24 janvier, d'Alex Pretti, l'infirmier qui portait un pistolet pour lequel il avait un permis, ont clairement montré que l'ICE l'avait assassiné. Les démocrates, des républicainEs et les militantEs conservateurEs pour le droit au port d'armes ont critiqué Trump. Les sondages montrent que beaucoup d'AméricainEs, démocrates, républicainEs et indépendantEs, rejettent les attaques violentes de l'ICE contre les migrantEs et les citoyenNEs. Les sondages de janvier ont montré que plus de 60 % des électeurEs s'opposent aux tactiques de l'ICE.

Au Congrès, les démocrates font pression sur les républicains pour tenter de réduire le budget du département de la Sécurité intérieure. Les démocrates ont exigé que les agents d'immigration soient démasquéEs, que l'ICE mette fin à ses rafles aveugles dans les communautés, qu'elle obtienne des mandats d'arrêt judiciaires et qu'elle respecte des directives strictes en matière d'usage de la force. Cependant, il n'est pas certain que les démocrates puissent obtenir satisfaction.

Il existe désormais un mouvement national contre l'ICE, et il prend de l'ampleur. En novembre, Trump pourrait peut-être perdre le contrôle du Congrès.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

Anniversaire Printemps 2006, victoire contre la précarité!

Au printemps 2006, la mobilisation massive de la jeunesse scolarisée, appuyée par une large solidarité populaire et syndicale, a fait reculer le gouvernement et imposé le retrait du CPE. Alors que le Medef

vient de proposer la création d'un Smic jeunes et d'un CDI qui pourrait «être rompu sans motif pendant les trois premières années», retour sur une victoire contre la précarisation, ses ressorts politiques, ses

formes d'auto-organisation et les enseignements qu'elle laisse pour les luttes d'aujourd'hui.

Dossier réalisé par Dominique et Patrick, membres de la Commission nationale formation

On peut gagner!

Pourquoi et comment cette lutte de la jeunesse en 2006 a-t-elle fait céder le pouvoir?

Au départ, la contestation s'est limitée au CPE. Mais ensuite, le mouvement a combattu l'ensemble de la «loi pour l'égalité des chances» qui prévoyait, en plus du CPE, l'apprentissage dès 14 ans, la suppression des allocations familiales en cas d'absences répétées aux cours (dit «Contrat de responsabilité parentale») et le travail de nuit dès 15 ans.

Les années précédentes, la jeunesse s'était mobilisée à de nombreuses reprises contre des réformes voulant assujettir l'éducation au patronat. Un de leurs slogans disait : «*Nous ne sommes pas de la chair à patrons.*» En 2006, élargissant leurs objectifs au-delà de la remise en cause du CPE, les jeunes refusaient la précarité dans son ensemble. Et cela a eu un écho dans toute la population ; les parents souffrant du chômage refusaient que l'on prive d'avenir leurs enfants.

Les coordinations nationales

Rapidement, des AG ont lieu, créant des collectifs qui, progressivement, s'auto-organisent comme les rouages et les pilotes de la contestation. Le 18 février, les étudiantEs mobiliséEs de l'université de Rennes II lancent l'initiative d'une coordination nationale étudiante (CNE), fixant ses propres mots d'ordre et objectifs au mouvement, sans en passer par la médiation des organisations permanentes. La CNE s'est réunie, de février à mai, onze fois, dont deux en amont de la date déterminante du 7 mars, et trois après l'abrogation du CPE. La sixième rencontre de la CNE, qui a eu lieu à Aix, élabore une plateforme étudiante d'un côté et lycéenne de l'autre, accordant une autonomie propre au mouvement lycéen. Grâce à ces cadres d'auto-organisation, reflet réel de celles et ceux qui luttent, les étudiantEs et lycéenNEs ont gardé le contrôle de leur mouvement, qui n'a pas été détourné de ses objectifs ni freiné. Les initiatives venant d'en bas se sont multipliées, déployées, renforcées sans entrave et leur caractère imprévisible a effrayé le pouvoir. La CNE, peu à peu, fut reconnue comme direction du mouvement et permit de résister un mois, entre le 7 février et le 7 mars, grâce à la détermination et à la volonté d'étendre le mouvement.

La massification

L'auto-organisation ne suffisait pas. Le mouvement de la jeunesse, aussi puissant soit-il, ne pouvait pas gagner en restant isolé. Pour créer un rapport de forces suffisant, la CNE a appelé la population et les syndicats non seulement à les soutenir mais à les rejoindre.

Le 7 mars, nouvelle date unitaire posée par l'intersyndicale, a marqué un tournant stratégique majeur du mouvement. Les manifestations organisées avec l'intersyndicale se sont amplifiées, atteignant les deux à trois millions, montrant la popularité du mouvement.

La majorité gouvernementale en crise s'est fissurée. Nicolas Sarkozy a voulu calmer le jeu et s'est démarqué de Villepin à l'approche des élections présidentielles. Le gouvernement, revenant sur son passage en force avec le 49.3, abroge le CPE.

Il y a 20 ans, la mobilisation de la jeunesse scolarisée abroge le CPE

Il y a vingt ans, face à la précarisation programmée de toute une génération, la jeunesse scolarisée se mobilisait massivement contre le Contrat première embauche (CPE). Grèves, manifestations, coordinations nationales et convergence avec le monde du travail ont permis d'imposer un recul historique au gouvernement de Villepin, jusqu'au retrait du CPE en avril 2006.

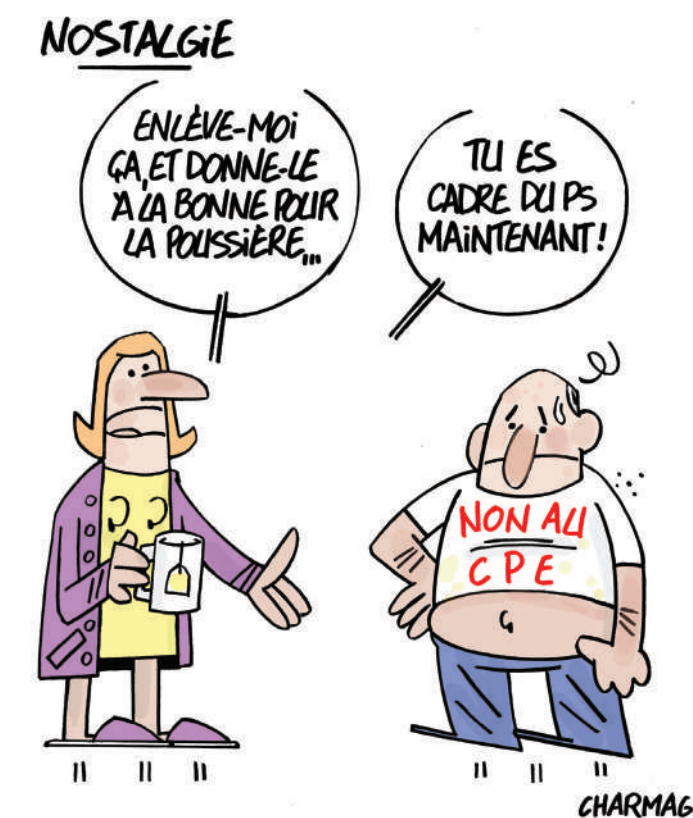
De Villepin, nommé Premier ministre après la victoire du non au traité constitutionnel européen en mai 2005, entame une volontariste «bataille pour l'emploi». Dès son arrivée, il met en place, par ordonnance, en août, un contrat précaire, le CNE, puis le 16 janvier 2006 une loi instaurant le CPE en procédure d'urgence parlementaire. Les étudiantEs, déjà contraintEs de recourir à des jobs temporaires pour financer leurs études, connaissent la précarité et refusent de la voir s'étendre pour constituer leur seul avenir. La mobilisation qui commence prend pour cible le CPE.

Une course de vitesse

Une course de vitesse contre l'adoption de la loi est engagée, d'autant que le gouvernement utilise le 49.3 pour gagner du temps. Trois jours après l'annonce, les syndicats étudiants et lycéens, ainsi que les organisations de jeunesse, constituent un collectif national «Stop CPE». Elles appellent à une première journée de manifestations le 7 février, réussie : 400 000 étudiantEs sont dans la rue. L'intersyndicale appelle à une journée d'action le 7 mars, le collectif Stop CPE intercalant avant celle-ci une autre journée de manifestations, toujours aussi nombreuses dans une trentaine de villes.

Auto-organisation et convergences

Des assemblées générales étudiantes commencent à voter la



grève et le blocage des locaux, mais surtout élisent des délégués pour mettre en place une coordination nationale étudiante qui se structure à partir du 18 février et devient, au cours de la mobilisation, de plus en plus représentative des facs, puis des lycées en lutte.

La journée du 7 mars, associant salariéEs (des préavis de grève ont été déposés dans nombre de secteurs) et jeunesse scolarisée, fait franchir un seuil au mouvement : un million de manifestantEs. Le nombre d'universités, puis

de lycées occupés, bloqués, en grève augmente régulièrement : il atteindra plus de 80 universités et 700 lycées au cours des semaines qui suivent.

Une mobilisation multiforme

La mobilisation prend plusieurs formes : des journées d'action avec l'intersyndicale — 18 mars, 28 mars, 4 avril, la plus importante, avec 3 millions de manifestantEs —, des journées «jeunes» regroupant toujours autant de monde, des blocages de carrefours, de routes, de ponts, des

occupations de voies de chemin de fer, de bâtiments publics (agences de l'emploi, mairies), voire même des dégradations symboliques à la peinture ou aux œufs d'agences d'interim. L'ampleur du mouvement, la démocratie qui y règne, produisent une politisation importante. Déclenché pour le retrait du CPE, il étend ses revendications à l'ensemble de la loi et aussi au CNE en place depuis l'été précédent.

Un regret : ce mouvement ne s'est pas connecté avec les jeunes des 400 quartiers populaires qui se sont soulevés pendant trois semaines en décembre 2005 après la mort de Zyed et Bouna, électrocutés dans un transformateur en tentant de fuir la police, dans une révolte contre le racisme, les humiliations et le rejet.

La loi, votée le 11 février à l'Assemblée, le 9 mars au Sénat, est promulguée le 31 mars, le président Chirac précisant cependant qu'elle sera modifiée sur le CPE. Mais l'unité et la détermination du mouvement, sous l'impulsion de la coordination nationale et la force de la journée d'action du 4 avril, après la promulgation, font céder le pouvoir : le 10 avril, De Villepin annonce le retrait de l'article de la loi concernant le CPE.



Manifestation contre le CPE du 4 avril 2006 (3 millions de personnes dans les rues sur toute la France). PHOTOTHÈQUE ROUGE/CM

CNE, CPE, CONTRATS PRÉCAIRES

Pour inciter à l'embauche des jeunes confrontés à un chômage massif (23 %), les gouvernements successifs veulent les précariser et permettre aux patrons de les exploiter sans vergogne :

❖ **Le SMIC jeunes** instauré en 1994 a capoté face à la mobilisation.

❖ **Le CNE**, contrat nouvelle embauche, concerne les entreprises de moins de 20 salariéEs et permet au patron de licencier sans motif au cours des deux premières années.

❖ **Le CPE** reprend cette possibilité pour les entreprises privées de plus de 20 salariéEs et cible les moins de 26 ans.

Le SMIC jeunes et le CPE sont retirés face à la mobilisation. Le CNE disparaît en 2008 après de multiples décisions des tribunaux refusant des licenciements sans motifs et une condamnation de l'Organisation internationale du travail.



ANTIFASCISME Échec de la mobilisation d'Alliance Police nationale

Ce samedi 31 janvier, Alliance Police nationale, le puissant syndicat d'extrême droite, a appelé à une mobilisation dans toute la France hexagonale. Leur mot d'ordre, « Venez manifester votre soutien pour une police respectée et protégée », n'a cependant pas réussi à créer le raz-de-marée humain attendu.

N'en déplaise à Sarah Knafo, candidate à la mairie de Paris pour Reconquête, qui déclare en toute décontraction sur ses réseaux : « 70 % des Français (favorables à la police), les autres, c'est ceux qu'on doit abattre » (ou « battre » ? La qualité de la vidéo laisse planer le doute). Ce ne serait pas étonnant venant du parti fasciste d'Éric Zemmour, qui appelait la police à la guerre civile dans son discours devant Alliance en 2022 et qui avait lancé : « Vous êtes aux premières loges d'un combat de civilisation ».

Un coup de com' pour l'extrême droite

Le syndicat se vante d'avoir réuni 45 000 personnes en tout et annonce le chiffre démesuré de 15 à 20 000 personnes à Paris. Sans surprise, la Préfecture ne communique pas de chiffres officiels, mais il est plus réaliste d'estimer 2 500 manifestantEs dans la capitale. Leur tentative de coup de force est donc un échec, pas seulement par la faible mobilisation, mais aussi par les participantEs : à Paris, un cortège essentiellement composé de flics, de cathos tradis et de groupes fascistes tels que l'UNI ou Némésis — loin d'un large soutien de citoyenNEs.

En revanche, le RN, dont le programme est repris par le très cathodique syndicat, peut se féliciter d'un beau coup de com' pour les municipales. Thierry Mariani, candidat RN à la mairie de Paris, et Marion Maréchal, entouréEs de députéEs et de militantEs, en ont profité pour distribuer leur tract de campagne. Le soutien du RN sera d'ailleurs récompensé par Fabien Vanhelleryck, porte-parole d'Alliance, qui déclare devant les caméras : « M. Nunez a fait le choix de l'absence, donc les policiers s'en souviendront ». Ce même Vanhelleryck avait, entre autres, déclaré à *Mediapart* : « Marre des raclures, des nuisibles, des jeunes d'origine étrangère ».

Qui nous protège de la police ?

Une semaine après l'étude de la loi sur la présomption de légitime défense à l'Assemblée, deux semaines après la mort d'El Hacem Diarra dans un commissariat, cette mobilisation sans réelle revendication apparaît comme un coup de pression sur le gouvernement. Et, en sous-texte, entre le discours de Fabien Vanhelleryck et les diverses pancartes croisées, c'est également l'indépendance de la justice qui est remise en cause. Némésis, le collectif d'extrême droite fêmo-nationaliste, s'est d'ailleurs fait applaudir avec sa banderole : « Voleurs, la police les arrête, la justice les relâche ». Alice Cordier, leur porte-parole, a aussi brandi une pancarte : « + de policiers – de Assa Traoré ». La honte, alors que beaucoup d'autres pancartes réclamaient « la fin de l'impunité ». La fin de l'impunité pour qui ? Alors que la France est vice-championne européenne du nombre de personnes tuées par la police rapporté à la population. Alors que, depuis 2016, dans la France de Macron, les violences policières ont doublé. Alors qu'en cas de mort par la police, les poursuites sont extrêmement rares et n'aboutissent quasiment jamais à une condamnation. Alors qu'entre 2012 et 2025, 429 victimes ont signalé des cas de viols, agressions et harcèlement sexuel, commis par les forces de l'ordre.

Alliance veut « une police protégée », mais qui nous protège de la police ?

CorrespondantEs

Il est vraiment inquiétant de voir que les enfants sont de moins en moins toléréEs dans l'ensemble des espaces publics. Sur les réseaux sociaux, les commentaires et témoignages contre les enfants pullulent : ils seraient bruyants, dérangeants, mal élevés, bref, insupportables. Les lieux proposant alors des expériences « premium » uniquement pour les adultes se développent et plus d'un adulte sur deux déclare y être favorable. L'annonce, par la SNCF, du lancement de ses nouveaux espaces « Optimum », accessible uniquement à partir de 12 ans, vient ainsi parachever des années de discriminations.

Exclure les enfants, c'est exclure les femmes

Absence de tables à langer dans la plupart des lieux publics, manque de rampes ou d'ascenseurs pour les poussettes et landaus, absences de chaises hautes ou de réhausseurs dans les restaurants, interdiction pour les jeunes mères d'allaiter en public... Bref, toute la vie sociale devient inaccessible. Dans le même temps, le manque de places en crèche, les différences salariales hommes-femmes et l'inégalité du congé parental entre la mère et le père font reposer la charge des enfants et la charge domestique sur les

ENFANCE No Kids, No Future

Après les restaurants qui retirent leurs menus enfants et les hôtels et les locations « childfree », les espaces no kids (sans enfants) prolifèrent et se déploient même à la SNCF. La goutte de trop pour les parents de jeunes enfants et les collectifs de protection des enfants, qui dénoncent une société adultiste.



femmes. Lorsque les enfants sont exclus de la vie sociale et publique, les femmes en sont exclues tout autant.

Pas étonnant dans ces conditions que la natalité baisse. La volonté affichée du gouvernement Macron de « réarmement démographique » ne nous fait comprendre qu'une

chose : faites des enfants mais restez chez vous !

Une société qui exclut et maltraite les enfants

C'est en fait l'ensemble de l'organisation sociale qui exclut et reproduit la domination sur les enfants. Une société qui fait

comprendre aux enfants qu'ils ne sont pas les bienvenus est une société qui les pousse à se taire et qui entérine, en définitive, les violences commises à leur encontre.

On constate d'ailleurs que les violences faites aux enfants sont toujours aussi peu prises en charge : deux membres du collège directeur de la CIVIIE ont démissionné cette semaine, faute de pouvoir continuer un travail centré sur la parole de l'enfant. Les juges des enfants croulent littéralement sous des centaines de dossiers, l'ASE devient un système qui broie bien plus qu'il n'aide les jeunes en danger, les scandales de violences dans les écoles commencent à peine à sortir après des années de silencing, comme à Bétharram, les jeunes mineurEs isoléEs dorment dans la rue.

À l'inverse, nous devons pousser à la transformation de la société, qui accompagnerait les enfants et les traiterait comme des personnes à part entière !

– Accessibilité des transports et des lieux publics.

– Ouverture de places en crèche, et pour un vrai système de sécurité sociale de la petite enfance.

– Des moyens à hauteur des besoins pour la lutte contre les violences faites aux enfants.

Maintien du programme EVARS. – Formation des professeurEs et des professionnelEs de l'enfance. Embauche pour rouvrir des classes et des écoles.

– Multiplication des lieux où les enfants peuvent jouer.

Aurélien-Anne Thos

En bref

Ille-et-Vilaine. Ça craque dans les écoles

Le 27 janvier, plus de 20 % des personnels du premier degré en Ille-et-Vilaine – professeurEs des écoles et AESH – étaient en grève à l'appel d'une large intersyndicale, avec le soutien des parents d'élèves. 300 personnes ont manifesté devant le rectorat. En cause : l'explosion des souffrances au travail, liée au manque de moyens pour l'inclusion et à l'absence d'AESH. La mobilisation s'inscrit aussi dans l'inquiétude sur la carte scolaire, alors que 86



postes doivent être supprimés dans l'académie. Une nouvelle mobilisation est annoncée en mars.

• Lire l'article complet sur notre site

Business. Des entreprises françaises collaborent avec le fascisme trumpien

Trump organise une vaste chasse aux migrantEs aux USA : le budget de l'ICE a explosé, pour le plus grand profit d'entreprises privées, dont des entreprises françaises, Thales (applications militaires), Parrot (fabricant de drones) et Capgemini. Business is business ! Suite à la mobilisation de la CGT, Capgemini a annoncé la mise en vente de sa filiale liée à l'ICE. C'est une première avancée, mais



nombre de questions ne sont pas résolues. La CGT-Capgemini appelle à poursuivre la signature de la pétition.

• Lire l'article complet sur notre site

SERVICES PUBLICS La colère des sans trains

Manifestation interrégionale réussie pour la défense du ferroviaire ! Les usagerEs et travailleurEs des lignes régionales laissées à l'abandon se sont organiséEs pour faire entendre leur colère, samedi 31 janvier à Limoges.

Plus de 35 associations de défense de lignes et de comités de vigilance ont organisé la mobilisation (telle Angoulême, qui milite pour la réouverture de la ligne Angoulême-Limoges). Venant du Cantal, de la Haute-Vienne, de la Charente, de la Creuse, de la Corrèze, du Puy-de-Dôme, du Lot, de l'Indre, de la Dordogne, de la Vendée... et regroupés dans un comité de vigilance interrégional, les collectifs partagent les mêmes revendications : engager les travaux de maintenance des lignes TER dès 2026, financer la réouverture des lignes TER fermées, assurer des liaisons Bordeaux-Lyon par Limoges et Clermont-Ferrand, financer les lignes TET Paris-Orléans-Limoges-Toulouse et Paris-Clermont, irriguant ainsi les territoires. La future loi cadre des transports sera présentée courant février au Conseil des ministres. Tous les collectifs insistent sur l'urgence des travaux. Il en va de la mobilité (en augmentation de 5 à 10 % depuis le Covid) des travailleurEs, des lycéenNEs et étudiantEs, et de tous ceux qui, vivant dans des zones rurales, n'ont pas les moyens ou ne veulent pas avoir recours à l'automobile.

Vous avez dit service public ?

Plus personne ne parle de service public au niveau de l'État et des régions : c'est la rentabilité et les baisses budgétaires qui



Manif des sans trains le 31 janvier 2026 à Limoges. DR

priment ! Et ainsi se décide le démantèlement des lignes de proximité, dites de « desserte fine du territoire ».

Une méthode rodée : SNCF Réseau et la région agissent de concert au profit des lignes de train à grande vitesse. Par exemple, pour la ligne Angoulême-Limoges, alors que le protocole d'accord État-Région prévoyait des travaux pour un montant de 134 millions d'euros pour la période 2023-2027, rien n'est encore réalisé début 2026, si ce n'est une étude préalable aux travaux. Angoulême a fini par en obtenir les résultats : à avoir tant attendu, il faudrait maintenant 360 millions d'euros pour régénérer cette ligne ! À se demander si le chiffre ne serait pas volontairement gonflé pour dissuader toute mise en œuvre des travaux.

Inégalités et gâchis des lignes laissées à l'abandon : une colère légitime

Alors, samedi 31 janvier à Limoges, salariéEs (syndiquéEs CGT en nombre) et usagerEs/usagères du ferroviaire se sont réuniEs pour faire converger les luttes locales. Un millier de manifestants étaient au rendez-vous dans une ambiance joyeuse et déterminée, et ont sifflé au passage le maire LR de Limoges (É.-R. Lombertie) croisé sur le parcours, toujours prêt à justifier ces coupes budgétaires.

Déjà en 2005, des milliers de personnes s'étaient donné rendez-vous à Guéret, en Creuse, pour dénoncer la destruction des services publics touchant de plein fouet les zones rurales et les petites villes. En 2015, après une décennie de poursuites de politiques austéritaires menées par la droite comme la gauche, on remettait ça, notamment à l'appel de la Coordination nationale des Comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité et de la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics. En 2026, il faut continuer !

Le NPA-A soutient et s'engage avec tous les collectifs de travailleurEs et d'usagerEs qui organisent la résistance face à la destruction des services publics. La solution est dans la convergence de ces luttes qui visent à imposer d'autres choix que la rentabilité, le tout-voiture polluant (pour ceux qui en ont les moyens) et la désertification des campagnes.

CorrespondantEs

ISLAMOPHOBIE « On se dit qu'on n'a plus notre place dans la société, dans le pays, et même dans notre fonction »

L'hôpital public traque les musulmanes. En 2021, l'AP-HP a adopté une charte renforcée pour prendre des sanctions contre les agentes qui ne respecteraient pas la laïcité. Pourtant, ce sont des agentes qui ne portent pas le voile dans leur service qui sont aujourd'hui poursuivies. En cause, leur calot, charlotte ou bonnet de soins. L'hôpital prend des sanctions, mais des soignantes se mobilisent.

Entretien avec Lilia, interne en médecine et membre du collectif Soigner ou Saigner.

L'affaire du licenciement de Majdouline de la Pitié-Salpêtrière a beaucoup fait parler. Mais ce n'est pas un cas isolé. Est-ce que tu pourrais nous parler des effets que cela a sur les soignantes ?

Il y a l'impact financier, on vous retire un travail, et il y a tout l'aspect psychique. Là on parle d'une praticienne qui a été licenciée, mais il y a beaucoup de femmes qui quittent à cause de la pression, sans forcément passer par un licenciement. Et encore plus bas de l'échelle, il y a les étudiantes, qui n'ont juste pas le choix et qui acquiescent, et qui sont d'autant plus fragiles. Quand vous demande de découvrir une partie de votre corps que vous considérez comme de l'intimité, on le vit comme une violence psychique. Il y a un retentissement : c'est contre votre volonté, contre votre consentement, vous n'avez pas le choix et vous vous sentez en quelque sorte exposée.

Là on parle d'une praticienne qui a été licenciée, mais beaucoup de femmes quittent à cause de la pression, sans forcément passer par un licenciement

Et il y a la manière de le demander : les convocations à répétition, des étudiantes qui se sont fait crier dessus devant tout le monde, le refus d'accès au staff ou aux cours. Il est déjà arrivé qu'on demande à une étudiante de retirer son col roulé sous sa tenue professionnelle devant tout le monde ! Ce genre d'humiliations revient : on est sur le parking de l'hôpital public, vous retirez votre voile maintenant ou on ne veut pas vous voir dans le service, donc vous allez vous changer dehors. C'est très dégradant, c'est très humiliant. La première chose qu'on se dit c'est « ce que je suis dérange, ce que je suis pose problème ». Ça remet en question notre identité dans la société. Aux précédentes élections, on pensait que Marine Le Pen pouvait passer. On se dit qu'on n'a plus notre place dans la société, dans le pays, et même dans notre fonction.

Le retentissement concret, ça va être l'anxiété. Les étudiantes ont peur d'aller en stage. Dans certains services, parce que vous portez un calot, on ne va plus vous parler, on ne va s'adresser qu'aux autres étudiantEs. Ça peut se manifester par la somatisation, c'est le corps qui répond par des maux de tête, des troubles digestifs. On va essayer de fuir le stage. On aura des difficultés de concentration, des insomnies. Et déjà au niveau pédagogique, ça pose problème parce qu'on



étudie moins. Et sur le plan de la santé mentale, ça peut amener à des troubles anxieux, des dépressions pour certaines. C'est très problématique que pour une question de couvre-chef, la santé mentale passe à la trappe.

Le tribunal de Paris a annulé le licenciement de Majdouline en disant que la sanction était trop dure comparativement à la faute. Qu'est-ce que vous pensez de cette décision ?

C'est un fait que la sanction est disproportionnée. Mais il a fallu taper du poing, médiatiser l'affaire pour qu'il y ait une réponse rapide de la justice. On peut imaginer le nombre de situations qui ne sont pas médiatisées : des étudiantes, des médecins, des sages-femmes, des pharmaciennes, il y en a beaucoup. La seule différence, c'est qu'on n'est pas allé jusqu'au tribunal. La victoire, c'est qu'on ait pu médiatiser le sujet, en parler et libérer la parole. Parce que la justice, finalement, elle dit qu'il y a quand même faute. Elle dit que, en théorie, elle ne devrait pas garder son calot, mais que ça ne justifiait pas le licenciement. [NDLR : entre-temps, l'AP-HP a pris une nouvelle sanction contre Madjouline, qui est suspendue 8 mois sans salaire.]

Dans les hôpitaux, beaucoup de décisions sont prises à l'extrême du fait qu'il s'agit de personnel musulman. Avec du personnel non racisé, les choses n'iraient très probablement pas aussi loin. Il est là le problème. Les sanctions ne sont pas égalitaires. C'est déjà arrivé dans nos témoignages qu'une étudiante dise « Moi quand on me fait la remarque, je dis que je ne suis pas musulmane. Eh bien finalement, le calot, on me le laisse. »

On garde constamment un calot au bloc opératoire, en réanimation... Dans plein de services, on conserve soit un calot, soit une charlotte, soit un bonnet de façon constante. On voit bien qu'il y a un enjeu qui n'est pas du tout de l'ordre de l'hygiène. On va dire à Fatima « désolé mais pour des raisons d'hygiène, tu ne vas pas pouvoir le garder » alors que peut-être on ne va rien dire à Marguerite.

Se pose aussi la question de quels effets ça peut avoir sur les patientes d'arriver dans un hôpital et de se rendre compte qu'on n'a pas de paires.

Est-ce que c'est vraiment la laïcité et la neutralité qui posent souci ? Si le libéral fonctionne avec des signes religieux, pourquoi est-ce que ça poserait problème dans le public ? La neutralité, à notre sens, elle s'accorde au niveau du comportement, de la posture que vous avez face aux patientEs et non pas à votre physique, à la manière d'être habillée. S'il n'y a pas de retentissement sur les patientEs, est-ce que c'est vraiment la neutralité qui pose problème ? On peut être face à une médecin qui ne porte pas le voile et qui va faire obstruction au fait qu'une femme puisse avoir accès à l'IVG et, inversement, tomber sur une femme qui porte le voile et qui ne fera pas du tout obstruction.

On se comporterait exactement de la même façon qu'on ait ou pas un signe religieux sur nous. Ce que les gens ont du mal à comprendre, c'est que pour des musulmanes, ce n'est pas la religion qui fait partie de leur vie, c'est l'inverse : le travail, le soin font partie de leur religion. Nos capacités à être empathiques, nos capacités de résilience face à la difficulté lors des soins, face à la maladie, face à la mort, elle vient de là, elle vient de la religion et de ce qu'on a acquis à travers elle. Donc on est indissociables finalement l'un de l'autre.

Il existe déjà d'autres collectifs, des syndicats. Pourquoi avoir créé ce collectif spécifiquement ?

J'ai l'impression que la plupart des syndicats ou des mouvements contre l'islamophobie vont s'occuper essentiellement de défendre les gens face aux discriminations qui sont illégales. Mais dès lors que la loi elle-même, que la législation devient islamophobe, en vous imposant le retrait du couvre-chef, du voile ou autre, ces syndicats, ces associations ne sont plus en mesure de vous défendre, ou sont peut-être un peu plus réticents. En aucun cas on va vous défendre pour votre voile. On va défendre le droit de

Il nous fallait un collectif géré par nous-mêmes, parce que c'est nous qui vivons la chose, et avec des objectifs qui nous sont propres

porter le calot pour des raisons d'hygiène. Donc il nous fallait un collectif géré par nous-mêmes, parce que c'est nous qui vivons la chose, et avec des objectifs qui nous sont propres : l'objectif final serait que les croyantes puissent être visibles même dans l'institution publique, ce qui serait très peu défendable pour le coup par d'autres. Mais on pourrait y venir, parce qu'en fait, on voit bien que la laïcité, d'une certaine façon, elle ne s'applique quasiment exclusivement qu'à des femmes qui portent le calot. Les sanctions vont toucher le médecin, la sage-femme, l'infirmière... L'agente d'entretien, étrangement, ça va moins poser problème. L'administration, l'institution, accepte la visibilité musulmane, mais seulement dans certains champs.

Comment peut-on soutenir votre collectif ?

Eh bien, je pense que ce serait donner un coup de pouce, par exemple à notre compte Instagram. On va publier des témoignages, ce sera concret. Ne pas normaliser, ne pas dire que retirer un voile, c'est banal, c'est simple et vraiment avoir cette prise de conscience que ça a un impact psychique très grand. **Propos recueillis par Aurélie-Anne Thos, extraits retranscrits par la rédaction.**



« Entretien vidéo à retrouver en intégralité sur notre chaîne youtube »

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitaliste1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°172-173 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org

L'image de la semaine

